Maître d'ouvrage :
Métropole Aix Marseille Provence

AVENANT N°1
A LA CONVENTION FIXANT LES MODALITES DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE CONFIE A LA SPLA "PAYS D'AIX TERRITOIRES" PAR LA METROPOLE AIX - MARSEILLE PROVENCE

TECHNOPOLE DE L'ARBOIS

REHABILITATION ET EXTENSION DU BÂTIMENT PEPINIERE CLEANTECH

Mandataire :
Société Publique Locale d'Aménagement

Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2026
Publié le 16 octobre 2026

SOMMAIRE

EXPOSE 4
ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT.....5
ARTICLE 2 – MODIFICATION DES ARTICLES SUIVANTS DE LA CONVENTION DU 02 SEPTEMBRE 2022 5
ARTICLE 3– AUTRE ARTICLES DE LA CONVENTION DU 02/08/2022.....8
ARTICLE 4– ENTREE EN VIGUEUR 9

ANNEXES

ANNEXE 1 –BILAN FINANCIER PREVISIONNEL ET ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES VERSEMENTS D'AVANCE 9

ENTRE :

- La **Métropole**, Etablissement Public de Coopération Intercommunale.
  N° SIREN : 200 054 807, dont le siège est : Le PHARO – 58, boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE.
  Instituée par l'Article 42 de la Loi n° 2014-58 du 27.01.2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et créée au terme du Décret n° 2015-1085 du 28.08.2015,

  Représenté par Mr le Président Nicolas ISNARD ou son représentant habilité,

  Ci-après désignée par les mots : la Métropole, le Maître d'Ouvrage

D'une part,

ET :

- La **Société Publique Locale d'Aménagement** (**SPLA**) "Pays d'Aix Territoires", au capital de 500 000 euros, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, 2, rue Lapierre, inscrite au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 520 668 443, représentée par Monsieur Patrick ARDIZZONI, son Président, désigné à l'effet des présentes par Délibération du Conseil d'Administration du 20 décembre 2023.

  Ci-après désignée par les mots : la SPLA "Pays d'Aix Territoires", la SPLA, le « Mandataire » ;

D'autre part,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

EXPOSE

En 2021 et 2022, la Métropole a fait procéder aux études préalables de faisabilité et de programmation en vue de la réhabilitation et extension de la pépinière CLEANTECH, ces études ont abouti à l'établissement d'un programme et d'un coût prévisionnel de travaux.

Le 21 avril 2022, un comité de pilotage a validé cet ensemble, conduisant à son inscription dans l'opération du plan pluriannuel d'investissement n° 190140800D « Développement immobilier Arbois HT », d'un montant de 6,8 millions d'euros hors taxe, couvrant ainsi les dépenses afférentes à l'opération de réhabilitation.

La Convention de mandat de travaux (LM17) a alors été établie et approuvée par le Conseil Métropolitain le 30 juin 2022 (ECOR-003-11846/22/BM). La notification a été réalisée le 2 septembre 2022, pour un montant de **3 822 500 € HT**, soit **4 587 000 € TTC**, y compris la rémunération du mandataire de **180 000 € HT** (**216 000 € TTC**).

Postérieurement, une demande d'aide financière auprès de l'Etat a été sollicitée et une subvention dite « Fonds Vert », a été attribuée d'un montant de 1 000 000 € HT en date du 13 juin 2023. Cette demande intègre, les dépenses afférentes au mobilier nécessaire au fonctionnement de la Pépinière et à la pose de panneaux photovoltaïques, pour des montants respectifs de 150 000 € HT et 50 000 € HT.

Titulaire du marché de maitrise d'œuvre dont la notification est intervenue le 5 mars 2025, le groupement de Maitrise d'œuvre, Atelier Initial / Scoping a alors intégré ces demandes.

Par ailleurs, suite aux résultats des différents diagnostics nécessaires aux travaux de surélévation, le bureau d'étude structure impose un renforcement des fondations et des murs en vue de garantir la pérennité de l'ouvrage. Ce coût est estimé à 100 000 € HT.

De plus, à la demande de la Métropole, le programme fonctionnel et technique a été complété afin d'intégrer les équipements suivants :

- Extension des surfaces de panneaux photovoltaïques en toitures, au regard de l'opportunité que constitue la surélévation de la toiture et des marchés techniques concomitants, ainsi que de la volonté de la collectivité d'indépendance énergétique, pour 75 000 € HT.

A l'issue du rendu de la phase PRO en février 2026, une nouvelle estimation a été communiquée sur la base des évolutions du programme mentionné ci-dessus.

Le coût des travaux de construction a été modifié, comme suit :

Montant des travaux du programme initial :	2 900 000,00 € HT
Montant renforcement structure et fondation :	100 000,00 € HT
Montant pose panneaux Photovoltaïque :	125 000,00 € HT
Montant mobilier et équipement audiovisuels :	150 000,00 € HT
Ajustement divers sur lots techniques :	20 000,00 € HT

NOUVEAU MONTANT GLOBAL TRAVAUX **3 295 000,00 € HT** au lieu de 2 945 000 € HT.

Absentes dans le bilan approuvé et au regard de la volatilité des prix dans le contexte actuel, il s'avère nécessaire également d'intégrer dans le bilan, des provisions pour actualisations et révisions de prix sur les dépenses des travaux.

Dans la même démarche, il est apparu opportun de prévoir une clause de révision de prix pour la rémunération de la SPLA, absente aujourd'hui.

De plus, lors de l'approbation de la convention de mandat en 2022, le montant de la rémunération a été calculé selon un pourcentage (4.9%) du montant des travaux or ce dernier a évolué au regard de demandes supplémentaires du mandant décomposées ci-dessus. Cette modification de programme génère un travail supplémentaire par la préparation, passation et exécution de marchés non-prévus dans la convention initiale, et justifie d'appliquer le coefficient de rémunération du mandataire sur le nouveau montant estimé des travaux.

Pour conclure, il s'avère également nécessaire, de proroger la durée de la convention, eu égard d'une part aux processus de validation dès lors qu'il y a des modifications de programme.

Aujourd'hui, il convient de modifier :

1) Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle, afin d'intégrer les évolutions de programme, les aléas découverts lors des diagnostics, les actualisations et révisions de prix passant de 3 822 500 à 4 445 585 € HT ;
2) La rémunération de la SPLA « Pays d'Aix Territoires »
3) Le délai et la durée de la convention ;

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les articles suivants de la convention notifiée le 9 septembre 2022 :

- L'article 2.2 - Enveloppe financière prévisionnelle
- L'article 2.4 - Délai de réalisation

- L'article 6 - Financement par la Métropole
- L'article 11 - Rémunération de la SPLA « Pays d'Aix territoires », mandataire
- L'article 14.1 - Durée de la convention

ARTICLE 2 – MODIFICATION DES ARTICLES SUIVANTS DE LA CONVENTION INITIALE

Les articles suivants sont modifiés ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2.2 ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

L'article 2.2 était rédigé comme suit dans la convention :

L'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération est de 3 822 500 € H.T, TVA en sus, soit à ce jour : 4 587 000 € T.T.C, y compris la rémunération du Mandataire qui est de 180 000 € H.T., TVA en sus, soit à ce jour : 216 000 € T.T.C comme définie à l'Article 11.

Le coût total des prestations confiées au mandataire, hors révisions de prix, inclut notamment :
- *Le coût des études réalisées dans le cadre de l'opération*
- *Le coût de l'ensemble des travaux de construction de l'ouvrage*
- *Les impôts, taxes, assurances (DO, TRC et éventuellement la CCRD) et droits divers susceptibles d'être dus au titre de l'opération*
- *Les dépenses diverses se rattachant à l'exécution de l'ouvrage.*

Après avenant n°1, l'article 2.2 devient :

L'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération est de **4 445 585 € H.T**, TVA en sus, soit à ce jour : **5 334 702 € T.T.C**, y compris la rémunération du Mandataire qui est de **199 750 € H.T**., TVA en sus, soit à ce jour : **239 700 € T.T.C** comme définie à l'Article 11.

Le coût total des prestations confiées au mandataire, hors révisions de prix, inclut notamment :
- Le coût des études réalisées dans le cadre de l'opération ;
- Le coût de l'ensemble des travaux de construction de l'ouvrage
- Les impôts, taxes, assurances (DO, TRC et éventuellement la CCRD) et droits divers susceptibles d'être dus au titre de l'opération ;
- Les dépenses diverses se rattachant à l'exécution de l'opération.

ARTICLE 2.4 DELAI DE REALISATION

L'article 2.4 était rédigé comme suit dans la convention :

Le Mandataire s'engage à mettre les ouvrages à disposition de la Métropole, à la date suivante : 30 mois à compter du versement, par la Métropole, de la 1ère avance prévue à l'Article 6.1 de la Convention.

La date d'effet de la mise à disposition de l'ouvrage est déterminée dans les conditions fixées à l'Article 9.

Après avenant n°1, l'article 2.4 devient :

Le Mandataire s'engage à mettre les ouvrages à disposition de la Métropole, à la date suivante : **73** mois à compter du versement, par la Métropole, de la 1ère avance prévue à l'Article 6.1 de la Convention.

La date d'effet de la mise à disposition de l'ouvrage est déterminée dans les conditions fixées à l'Article 9.

ARTICLE 6 – FINANCEMENT PAR LA METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

L'article 6 était rédigé comme suit dans la convention :

La Métropole, Maître d'Ouvrage s'engage à assurer l'intégralité du financement, nécessaire à la réalisation de l'opération, fixé prévisionnellement à 3 822 500 € H.T, soit 4 587 000 € T.T.C, y compris les honoraires du Mandataire selon montant arrêté à l'article 11 ci-après.

Après avenant n°1, l'article 6 devient :

La Métropole, Maître d'Ouvrage s'engage à assurer l'intégralité du financement, nécessaire à la réalisation de l'opération, fixé prévisionnellement à **4 445 585 € H.T**, TVA en sus, soit à ce jour : **5 334 702 € T.T.C**, y compris les honoraires du Mandataire selon montant arrêté à l'article 11 ci-après.

ARTICLE 11 – REMUNERATION DE LA SPLA "PAYS D'AIX TERRITOIRES", MANDATAIRE

L'article 11 était rédigé comme suit dans la convention :

Pour l'exercice de sa mission, le Mandataire percevra une rémunération ferme et forfaitaire, non révisable de 180 000 € H.T., TVA en sus, soit à ce jour : 216 000 € T.T.C. Cette somme correspond à un pourcentage d'environ 5 % appliqué au montant estimé de l'opération, non compris le montant de la rémunération du Mandataire.

La rémunération du Mandataire s'entend comprendre tous les frais occasionnés à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" pour l'exécution de sa mission, à l'exclusion des contrats ou commandes passés

pour la réalisation de l'opération qui font l'objet d'avances ou de remboursements dans les conditions prévues aux Articles 6 et 7.

Le règlement de la rémunération du Mandataire interviendra par acomptes périodiques, à l'occasion de chaque demande d'avance ou de remboursement, tels que prévus aux Articles 6 et 7, et au prorata des dépenses effectuées par le Mandataire par rapport au total prévisionnel des dépenses figurant au bilan prévisionnel actualisé.

Il n'est pas accepté par la Métropole, Maître d'Ouvrage, que le Mandataire sous-traite tout ou partie de sa mission de mandat de Maîtrise d'Ouvrage pour cette opération.

Après avenant n°1, l'article 11 devient :

11.1. Rémunération du Mandataire

Pour l'exercice de sa mission, le Mandataire percevra une rémunération forfaitaire d'un montant de 199 750 € HT (cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent cinquante euros hors taxes), TVA en sus au taux légalement applicable, soit, sur la base du taux de TVA de 20 % actuellement applicable, un montant de 239 700 € TTC (deux cent trente-neuf mille sept cents euros toutes taxes comprises).

11.2. Variation de la rémunération

La rémunération est révisable dans les conditions définies ci-dessous, afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques :

La rémunération du Mandataire est révisable annuellement, à la date anniversaire de notification de la Convention. La révision de la rémunération est effectuée par application au montant de référence de la rémunération d'un coefficient de révision Cn.

11.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I retenu pour la révision de la rémunération est, en raison de sa structure et de son adéquation avec la nature des prestations objet de la Convention : **Index divers de la construction – ING – Ingénierie – Base 2010, identifiant INSEE : 001711010**, publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Calcul du coefficient de révision :

Le coefficient de révision Cn est déterminé selon la formule suivante :

$Cn = In / I_0$

Avec :

Cn : coefficient de révision applicable à l'année n ;

In : valeur de l'index de référence ING correspondant au mois de septembre de l'année n au titre de laquelle intervient la révision ;

I_0 : valeur de l'index de référence ING correspondant au mois zéro (M_0), défini ci-après.

Le montant révisé de la rémunération est déterminé selon la formule suivante :

$Rn = R_0 \times Cn$

Avec :
Rn : montant forfaitaire révisé de la rémunération ;
R_0 : montant forfaitaire de référence de la rémunération, suite à l'avenant n°1 ;
Cn : coefficient de révision calculé selon la formule In / I_0.

11.3. Mois d'établissement du prix – Mois zéro (M_0)
Le prix de la Convention est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M_0 (« mois zéro ») correspondant au mois de notification de la Convention, soit septembre 2022. En conséquence, la valeur de l'index de référence correspondant au mois de septembre 2022 constitue l'index de base I_0 pour le calcul de la révision des prix.

11.5. Date et modalités d'application de la révision

Si, à la date à laquelle la révision doit être appliquée, la valeur définitive de l'index correspondant au mois de septembre de l'année n n'est pas encore publiée, la révision pourra être calculée provisoirement sur la base de la dernière valeur connue. Une régularisation sera opérée dès publication de la valeur définitive de l'index.

11.6. Évolution ou disparition de l'index
Dans l'hypothèse où l'index ING visé au présent article serait supprimé, modifié, remplacé ou ne serait plus publié par l'INSEE, les Parties conviennent de lui substituer l'index officiellement retenu par l'organisme compétent comme indice de remplacement ou, à défaut, tout indice présentant une structure et une évolution aussi proches que possible de l'index initialement choisi.
La substitution de l'index ne pourra avoir pour effet de modifier l'économie générale de la présente clause de révision.

La rémunération du Mandataire s'entend comprendre tous les frais occasionnés à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" pour l'exécution de sa mission, à l'exclusion des contrats ou commandes passés pour la réalisation de l'opération qui font l'objet d'avances ou de remboursements dans les conditions prévues aux Articles 6 et 7.

Il n'est pas accepté par la Métropole, Maître d'Ouvrage, que le Mandataire sous-traite tout ou partie de sa mission de mandat de Maîtrise d'Ouvrage pour cette opération.

ARTICLE 14.1 – DUREE DE LA CONVENTION

L'article 14.1 était rédigé comme suit dans la convention :

La présente convention prendra fin par la délivrance du quitus au Mandataire. Sa durée de principe couvre donc le délai de réalisation des études et des travaux achevés par la mise à disposition de l'ensemble des aménagements (30 mois), l'année de parfait achèvement et le délai de trois mois après cette année pour remettre le quitus soit 45 mois au total à partir de la notification du contrat.

Après avenant n°1, l'article 14.1 devient :

La présente convention de mandat débutera à compter de sa date de notification et s'achèvera par la délivrance du quitus au Mandataire.

Sa durée de principe couvre donc le délai de réalisation des études et des travaux qui s'achève par la mise à disposition de l'ensemble des aménagements (soit **73** mois prévisionnels), l'année de parfait achèvement et le délai de trois mois après cette année pour remettre le quitus soit **88** mois à titre prévisionnel à compter du versement, par la Métropole, de la 1ère avance prévue à l'Article 6.1 de la Convention.

ARTICLE 3– AUTRES ARTICLES DE LA CONVENTION INITIALE

Les autres articles de la convention d'origine, non modifiés par le présent avenant, demeurent inchangés.

ARTICLE 4– ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur, entre les parties, à sa date de notification à la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

Fait à Aix-en-Provence, le :

En trois exemplaires

Pour la Métropole Aix Marseille Provence	Pour la SPLA "Pays d'Aix Territoires"
Le Président **Nicolas ISNARD**	Le Président Directeur Général **Patrick ARDIZZONI**

Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2026
Publié le 16 octobre 2026

ANNEXE 1

Bilan financier prévisionnel

et échéancier prévisionnel des dépenses

et des versements d'avances

Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2026
Publié le 16 octobre 2026

Maître d'ouvrage :
Métropole Aix Marseille Provence

OPERATION PEPINIERE CLEANTECH
BILAN ET ECHEANCIER PREVISIONNELS
mise à jour Otobre 2026

CHARGES	Bilan prévisionnel hors taxes	Bilan prévisionnel TTC	Déjà réglé
Etudes préalables			
études juridiques	10 000	12 000	0,00
études sondages	40 000	48 000	37 844,00
aléas	5 000	6 000	0,00
Total frais d'études	*55 000*	***66 000***	**37 844,00**
Honoraires			
programmation	0	0	0,00
géomètre	10 000	12 000	0,00
honoraires de maîtrise d'œuvre	362 500	435 000	97 955,04
contrôle technique	25 000	30 000	7 560,00
mission CSPS	15 000	18 000	1 638,00
mission OPC	40000	48000	0,00
Divers honoraires	10 000	12 000	540,00
Total honoraires	*462 500*	***555 000***	**107 693,04**
Frais divers			
Taxes (TA, Archéo, PFAC)	20 000	24 000	0,00
frais de reprographie et de publi	20 000	24 000	5 048,42
Assurances	20 000	24 000	0,00
Total frais divers	*60 000*	***72 000***	**5 048,42**
Travaux			
Travaux pépinière	3 275 000	3 930 000	0,00
raccordements réseaux	20 000	24 000	0,00
Provision révision de prix	144 198 €	173 038 €	
Provision actualisation prix	48 132 €	57 758 €	
aléas travaux	166 043 €	199 252 €	0,00
Total travaux	*3 653 373*	***4 384 048***	**0,00**
Rémunération SPLA	*199 750*	***239 700***	**105 000,00**
Revision calculée sur indice ING juil-26	*14 962 €*	***17 954 €***	- €
TOTAL DES CHARGES	4 445 585	***5 334 702***	**255 585,46**
Charges Cumulées			
Charges Annuelles			

	2022				2023				2024				2025				2026				2027				2028			
	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	Nov-Déc	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 156	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 000	0	0	0	0
	0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**28 156**	**0**	**0**	**0**	**0**
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 015	50 595	60 000	60 000	50 000	29 392	15 000	15 000	15 000	9 042
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 740	3 740	3 740	1 860	1 860	1 860	1 860	1 860	1 920	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 166	2 166	2 166	2 166	2 166	2 166	1 566	900	900	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 167	7 167	7 167	7 167	3 732	3 600	3 600	3 600	3 600	1 200
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 460	0	0	0	0
	0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**46 088**	**75 668**	**73 073**	**71 193**	**57 758**	**48 478**	**22 026**	**21 360**	**21 420**	**10 242**
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 000	0	0	0	5 952	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**61 000**	**0**	**0**	**0**	**5 952**	**0**	**0**	**0**	**0**
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	825 708	1 000 000	700 000	450 000	326 000	300 000	150 000	150 000	28 292
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 000	0	0	0	0	0	0	0	0
																									0	0	0	173 038
																									0	0	0	57 758
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	199 252	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 048 960**	**1 000 000**	**700 000**	**450 000**	**326 000**	**300 000**	**150 000**	**150 000**	**259 088**
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76 000	0	0	0	30 000	0	0	0	28 700
																					0	0	0	17 954	0	0	0	0
	0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 261 628**	**1 073 073**	**771 193**	**507 758**	**456 540**	**322 026**	**171 360**	**171 420**	**298 030**
	255 585	**255 585**	255 585	**255 585**	255 585	**255 585**	255 585	**255 585**	255 585	**255 585**	255 585	**255 585**	255 585	**255 585**	255 585	**255 585**	255 585	**255 585**	301 673	**1 563 301**	2 636 374	**3 407 567**	3 915 325	**4 371 866**	4 693 892	**4 865 252**	5 036 672	**5 334 702**
				- €				**- €**				**- €**				**- €**				**1 307 716 €**				**2 808 564 €**				**962 836 €**

RECETTES		
'articipation financière Métropole		5 334 702
Autres produits		
TOTAL DES RECETTES		***5 334 702***
Cumul TTC sur l'opération		
Cumul annuel TTC des versements de la collectivité		

Versement à la notification	2 022				2 023				2 024				2 025				2 026				2 027				2 028			
	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	Nov - Déc	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim
216 000								100 000				684 000				360 000			1100000		1 000 000		1000000		874 702			
216 000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**0**	**0**	**0**	**684 000**	**0**	**0**	**0**	**360 000**	**0**	**0**	**1 100 000**	**0**	**1 000 000**	**0**	**1 000 000**	**0**	**874 702**	**0**	**0**	**0**
216 000	**216 000**	216 000	**216 000**	216 000	**216 000**	216 000	**216 000**	316 000	**316 000**	316 000	**316 000**	1 000 000	**1 000 000**	1 000 000	**1 000 000**	**1 360 000**	**1 360 000**	1 360 000	**2 460 000**	**2 460 000**	**3 460 000**	3 460 000	**4 460 000**	**4 460 000**	**5 334 702**	5 334 702	**5 334 702**	**5 334 702**
			-	**€**			**100 000 €**				**684 000 €**				**360 000 €**				**1 100 000 €**				**2 000 000 €**				**874 702 €**	

Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2026
Publié le 16 octobre 2026